

Entretien avec Jean Quatremer

Journaliste à Libération

L'Union européenne est-elle condamnée?

Lundi 2 mai 2016, de 18h à 19h30

Salle Colbert - Palais Bourbon

126 rue de l'Université, Paris 7e

—
Compte-rendu
—

Intervention de Jean Quatremer

Jean Quatremer introduit son intervention en déclarant " ne plus croire en l'Union européenne" malgré son optimisme de nature. En tant que "grand ancien parmi les journalistes européens", il estime être en mesure de juger de la gravité de la crise que traverse aujourd'hui l'UE ainsi que de la qualité des dirigeants actuels. Il établit un parallèle entre la situation des années 30 et la façon dont sont considérés et traités les réfugiés syriens aujourd'hui. Selon lui, le projet européen est gravement atteint; nous avons renoncé à nos valeurs et enterré le droit d'asile dans l'indifférence la plus totale. L'Europe est menacée d'implosion et "tombe morceau par morceau", comme le montre selon lui le dernier référendum néerlandais.¹

I. Analyse des différentes crises auxquelles l'Europe est confrontée

J. Quatremer reprend le terme de "polycrise"² utilisé par Guy Verhofstadt, président du groupe ADLE au Parlement européen, pour qualifier la situation actuelle. Selon lui l'Europe a été confrontée, sur un laps de temps très court, à une série de chocs internes et externes auxquels nous n'avons répondu que par des demi-solutions.

A. La crise économique

Selon J. Quatremer, la crise de l'euro a révélé une crise de la solidarité financière. Il estime toutefois que cette crise n'était pas la plus grave de toutes car "nous arrivons toujours à régler les questions d'argent". Il faut néanmoins s'intéresser aux racines profondes de cette crise. Le journaliste rappelle qu'en 1991, c'est seulement la fédéralisation de la monnaie qui a été décidée, et non la fédéralisation de la politique économique et budgétaire. Il était évident que cela ne pouvait pas tenir, mais c'est seulement en 2007 et 2008 que les marchés ont pris conscience de l'absence d'union économique

¹ Le "non" à l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine l'a emporté lors du référendum néerlandais d'avril 2016:

http://www.lemonde.fr/international/article/2016/04/07/le-resultat-du-referendum-aux-pays-bas-nouveau-signe-de-defiance-pour-l-europe_4897522_3210.html

² http://www.liberation.fr/planete/2015/12/08/pour-le-reste-de-l-ue-la-france-n-envoie-pas-une-image-de-stabilite_1419296

"réelle", avec une véritable solidarité financière.

Les Européens ont finalement trouvé une solution, et la Grèce n'a pas fait faillite. Pour Jean Quatremer, nous avons évité un "massacre", une faillite de la Grèce aurait été autrement plus violente que le "régime d'amaigrissement" qu'elle a subi. Si beaucoup ont été choqués du traitement réservé à la Grèce, J. Quatremer considère quant à lui que la Grèce était partiellement responsable de sa situation et que la grosse erreur des Européens est de n'avoir pas su prévoir que "les Grecs allaient continuer à dépenser comme des Grecs" et que "les Allemands allaient continuer à se comporter comme des Allemands".

Le journaliste poursuit son diagnostic en affirmant que les solutions trouvées n'ont "pas été jusqu'au bout"; l'Union bancaire a toujours été refusée par les Français et par les Allemands. Ce refus s'explique selon lui par le mélange des genres entre l'Etat et les banques dans nos pays. Les banques ont toujours financé non seulement l'économie mais aussi les guerres. Il est donc difficile d'aller jusqu'au bout, nous nous arrêtons "à mi-chemin"; l'Allemagne refuse le Fonds de garantie des dépôts³ et il n'y a pas d'accord sur le budget de la zone euro ou sur les emprunts européens. De même, les Français refusent tout renforcement du pouvoir du Parlement européen.

Pour Jean Quatremer, cette crise pourrait donc ressurgir au moindre choc extérieur, nous ne l'avons réglé que temporairement.

B. La crise des réfugiés

J. Quatremer poursuit son analyse en mentionnant les erreurs commises selon lui par les gouvernements européens sur la question de la crise migratoire. Nous avons été "aveugles" sur les conséquences de la guerre en Syrie et nous ne nous sommes pas posé les bonnes questions.

Il affirme que l'idéologie de SYRIZA - la gauche radicale grecque - encourageant l'ouverture des frontières a eu des conséquences néfastes. Au premier trimestre 2015, ils ont fermé l'ensemble des camps de rétention. Le message envoyé était donc simple; "Vous pouvez passer par la Grèce". Nous nous sommes donc retrouvés quelques mois plus tard avec des centaines de milliers de réfugiés et de migrants passant par la Grèce. Si les Allemands ont, pour des raisons historiques évidentes, accueilli beaucoup de réfugiés, beaucoup de pays européens - dont la France - les ont laissé tomber. Personne n'a joué le jeu de la solidarité avec l'Allemagne. Pire, la France a envoyé Manuel Valls "assassiner" la politique de la chancelière allemande, ce qui n'a fait qu'amplifier la "crise des valeurs" en Europe.

La crise des réfugiés a également montré, selon J. Quatremer, que "nos gouvernements sont à l'image de nos opinions publiques", et que nos opinions publiques sont devenues "globalement xénophobes".

C. La crise de la politique étrangère européenne et le terrorisme.

Sur l'Ukraine, J. Quatremer assure que nous avons laissé la Commission négocier un accord d'association Ukraine/UE sans se préoccuper de l'avis des Russes, ce qui constitue pour lui une grave erreur. Cet accord présente un risque de réaction violente de la part de la Russie, mais beaucoup de pays - dont la France et le Royaume-Uni - s'en sont désintéressés.

Nous sommes face, selon le journaliste, à une politique étrangère "impotente" puisque tout se décide à l'unanimité, et nous souffrons de l'absence d'une défense européenne crédible. Nous sommes donc démunis en matière de défense, Obama n'a d'ailleurs pas manqué de nous le rappeler dernièrement.⁴

Le terrorisme révèle également, selon J. Quatremer, la fragmentation de l'Europe. Il y a une méfiance totale des services

3 <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/banque/union-bancaire-le-fonds-europeen-de-garantie-des-depots-fait-debat-559188.html>

4 <http://www.france24.com/fr/20160425-obama-europe-defense-otan-union-europeenne>

de renseignement vis-à-vis de leurs homologues étrangers. Les Européens n'ont pas su organiser une coordination efficace des services de police et de renseignement. Les Français sont d'ailleurs, à cet égard, les "rois de la rétention d'information" affirme le journaliste.

II. Un avenir incertain lié à la perte de confiance des opinions publiques

A. Une "europhobie" croissante

Pour Jean Quatremer, le "Brexit" et le "Nedexit" qui se profilent à l'horizon prouvent que l'Europe n'a pas su poser la question de l'objectif ultime de l'intégration communautaire. Les pays sont de plus en plus mal à l'aise au sein de l'Union telle qu'elle est aujourd'hui. Il affirme que cette crise de confiance est la plus dramatique pour l'avenir de l'Europe. Les Italiens, fédéralistes de toujours, sont aujourd'hui plus europhobes que les Britanniques. Selon lui, si un référendum global était aujourd'hui organisé dans l'ensemble des pays de l'UE sur la poursuite du projet européen, le "Non" l'emporterait partout, à l'exception peut-être de la Belgique, du Luxembourg et de l'Espagne.

B. Un manque de transparence au Conseil européen

Cette perte de confiance des opinions publiques est, pour lui, le résultat de cette série de crises non résolues, auxquelles nous n'avons apporté que des demi-solutions et qui s'expliquent en partie par "le coup d'état des Etats". Les Etats ont repris le pouvoir au sein de l'Union européenne à travers le Conseil européen. Pour Jean Quatremer, le Conseil européen a aujourd'hui pris la place de la Commission européenne en tant qu'organe d'impulsion, il rédige même les textes lui-même. Les Etats ont donc repris la main sur la construction communautaire, dépeçant petit à petit l'ensemble des institutions communautaires. C'est d'autant plus problématique que le Conseil Européen décide dans l'opacité la plus absolue; c'est une "boîte noire" qui alimente la méfiance des peuples. A l'origine conçu comme un organe d'impulsion, le Conseil européen est aujourd'hui devenu un organe de gestion, ce qui affaiblit considérablement le pouvoir du Président de la Commission européenne.

C. La "médiocrité" des dirigeants

Enfin, pour Jean Quatremer, l'avenir de l'UE est sérieusement compromis par la "médiocrité de nos dirigeants"; Jean-Claude Juncker lui-même demande "Où sont les géants d'antan?". Aujourd'hui, c'est Angela Merkel qui apparaît comme une "grande européenne" alors qu'elle ne l'a, au fond, jamais été selon le journaliste. De son côté, François Hollande n'a jamais fait de propositions européennes depuis 2012. Nos dirigeants n'assument plus le bilan européen, et seuls les partis populistes s'approprient aujourd'hui le sujet de l'Europe.

Jean Quatremer souhaite conclure sur une "note positive" en affirmant que les conséquences - en particulier économiques - d'une implosion de l'Union européenne seraient catastrophiques. Jean Quatremer espère un "choc salutaire", qui pourrait prendre la forme d'une sortie du Royaume-Uni. Le "Brexit" constituerait en effet un choc politique, économique et financier majeur, qui pourrait déclencher un sursaut. Pour le journaliste, l'Europe à 28 est morte, et il serait salutaire de chercher à reconstruire une "République européenne" plus restreinte, avec un plus grand contrôle démocratique.

Intervention du public

Jean-Noël Jeanneney, président d'Europartenaire, historien et ancien ministre, ouvre le débat en proposant une réflexion plus profonde sur les raisons du déséquilibre des institutions, de la "médiocrité" des dirigeants et de la dégradation de la situation par rapport au début de la construction européenne. Est-ce l'absence d'un adversaire "effrayant" comme Staline? Est-ce que la mémoire de la guerre est vouée à s'effacer génération après génération? Ne pourrait-on pas utiliser les médias pour transmettre le souvenir de cette inquiétude?

J. Quatremer: Il faut s'intéresser, sur la période des années 90 jusqu'à aujourd'hui, à l'entourage des politiques; les conseillers, les gens de l'ombre etc. Côté français, nos énarques continuent à penser la France comme ils la pensaient il y a 70 ans. Beaucoup d'enseignants refusent de "faire la propagande de l'Union européenne". Les jeunes n'ont aujourd'hui aucune conscience des risques que nous courons, de la guerre etc. J'ai eu l'occasion d'entendre la chancelière allemande affirmer "La crise des réfugiés, c'est ainsi que naissent les guerres". Angela Merkel a donc parfaitement conscience des risques, le problème est qu'aujourd'hui on retrouve très peu cette conscience géopolitique et historique au sein de la classe dirigeante.

Henri Weber, ancien député européen: Je suis en désaccord total avec cet exposé, procès à charge qui dégage des boucs émissaires au lieu de mettre le doigt sur les difficultés objectives. Le projet européen est un projet exceptionnel, une "utopie réaliste", pour unifier un continent dont les peuples sont responsables de deux guerres mondiales et d'innombrables guerres coloniales. C'est un projet très difficile à accomplir, d'abord parce que la démocratie européenne est de double nature. Elle comporte 500 millions de citoyens plus ou moins conscients de leur solidarité dans la mondialisation, et 28 Etats tous jaloux de leurs intérêts et de leurs prérogatives. D'où une double légitimité; celle des citoyens représentés par le Parlement européen, et celle des Etats nations. De plus, toutes les questions qui fâchent sont décidées à l'unanimité à l'Union européenne. Voilà, mon cher Jean Quatremer, pourquoi l'Europe décide peu et souvent trop tard. La géopolitique et l'univers économique sont aujourd'hui radicalement différents. De plus, les décideurs ne vont pas jusqu'au bout car ils ne veulent pas céder toute leur souveraineté. Or, Jean Monnet avait bien cerné cette difficulté et affirmait que la décision devait se faire par "effet d'engrenage". Selon Monnet, l'Europe avançait également sous l'effet des crises et de la menace. Et ça a bien sûr été le cas. Les pouvoirs de la BCE se sont par exemple considérablement élargis après la crise de 2008. Donc, le procès que tu as fait est un procès à charge qu'il faut relativiser.

J. Quatremer: Je constate simplement, au plus près des institutions européennes, qu'il n'y a plus de volonté d'aller plus loin en commun. La BCE est le seul organe fédéral que nous avons réussi à créer. Si l'on avait demandé aux chefs d'Etats et de gouvernements de faire ce que la BCE a fait, on l'attendrait encore aujourd'hui. L'Europe des Etats ne fonctionne plus en 2016. Il faut clarifier les compétences de chacun. Cette Europe merveilleuse à laquelle je crois et que j'aime est en train de s'effondrer à cause des Etats qui refusent de céder la moindre parcelle de souveraineté, et des vieux appareils étatiques. Il faut donc tenir un discours de vérité aux gens; cette Europe ne fonctionne pas, et nous sommes responsables de ces dysfonctionnements. Des ministres français expliquent que "c'est la faute à Bruxelles", mais il ne faut pas oublier que "Bruxelles", c'est eux ! Dans tous les Etats européens, les politiques endossent leur costume européen quand ils sont à Bruxelles, et deviennent des populistes en rentrant dans leur pays. Beaucoup blâment Bruxelles pour une décision qu'ils ont eux-mêmes votée, ce sont là des mensonges insupportables !

Joachim Bitterlich, ambassadeur e.r., ancien Conseiller européen, diplomatique et de sécurité du Chancelier Helmut Kohl: Parler de la médiocrité des femmes et des hommes politiques, ça n'a pas de sens. Nous avons les politiques que

nous méritons. Schengen est pratiquement inexistant, et selon moi c'est la faute des ministres de l'intérieur et de leurs appareils. La BCE ne devrait pas s'occuper de la politique économique et financière; c'est dans l'absence des Etats qu'elle le fait. Nous avons tenté de créer une nouvelle légitimité européenne via le Parlement européen, mais ce projet a des limites. D'où la question: ne devons-nous pas intégrer davantage les Parlements nationaux dans la responsabilité européenne? Ne devons-nous pas revoir notre idée des institutions européennes? Le principe de la communautarisation n'est-il pas devenu obsolète? Un "retour aux sources" ne serait-il pas bénéfique?

J. Quatremer: Le problème fondamental, c'est que l'Europe a toujours mélangé deux légitimités; la légitimité étatique et la légitimité des peuples. Aujourd'hui, il n'y a que l'Europe des Etats, l'Europe des peuples n'existe qu'en apparence. Le système est donc devenu illisible, mélangeant tous les niveaux de compétences et de responsabilités démocratiques. Nous avons par exemple un budget fédéral mais nous contraignons les Etats via un organisme - la Commission européenne - qui est tout sauf d'une légitimité incontestable. Je ne suis donc pas tout à fait en désaccord, peut-être faudrait-il faire un "petit pas en arrière" et laisser les Parlements nationaux voter leurs budgets, tout en ayant un budget européen, qui lui sera voté par un Parlement européen ad hoc qui contrôlera ce qu'on fait au niveau fédéral. Le système que nous avons ne peut pas fonctionner par nature à cause du choc de légitimité entre le niveau fédéral et le niveau des Etats fédérés. La règle des 3% est par exemple perçue comme illégitime, chacun devrait être libre de gérer son budget mais en assumant les conséquences. Concernant le Parlement européen, je considère qu'il ne peut pas représenter les peuples car étant totalement contrôlés par les partis politiques nationaux. Le jour où les candidats seront désignés par les partis politiques européens, ce ne sera plus la même chose. Il faut aussi revoir totalement la représentativité au sein du Parlement européen.

Jean-Yves Leconte, sénateur représentant les Français établis hors de France: Sur la question du *Brexit*, qui serait une plus mauvaise chose pour la Grande-Bretagne que pour l'UE dans son ensemble, je ne suis pas sûr qu'il faille souhaiter la démonstration par l'absurde que l'Etat qui part se retrouvera dans une situation mauvaise pour lui. Parce que ce qui fait encore notre force, c'est la manière dont les autres nous regardent. Je remarquerais également qu'il ne faut pas seulement parler de la mémoire d'hier, mais aussi de la mémoire d'avant-hier. La mémoire de ce qui a pu être réussi en 1989, il ne faut pas la perdre. Tout ce qui ne fonctionne pas aujourd'hui en Europe ne fonctionnait pas mieux avec les frontières de 1981. Ce n'est pas parce qu'on est passé de 10 à 28 que l'on a des problèmes. Il faudrait rappeler aujourd'hui que Schengen n'est pas une contrainte mais un outil pour répondre à des défis communs. Je souhaiterais par ailleurs vous demander ce qui s'est passé dans la tête de Mme Merkel pour qu'elle pousse à un arrangement avec la Turquie aussi conforme à nos valeurs que ce que Viktor Orban a fait avec la Serbie. De plus, concernant la démocratisation, nous avons plusieurs politiques avec des espaces différents; l'Euro, Schengen. Il n'y a pas de lisibilité, quel choix devons-nous faire entre l'Euro, Schengen, l'ensemble de l'UE?

J. Quatremer: Je me rappelle que François Mitterrand, ayant prévu les risques de l'élargissement, avait proposé un "sas de décompression" qui aurait permis aux pays d'Europe centrale et orientale d'intégrer notre cercle de valeurs. A l'époque, les Allemands avaient mal pris la chose. Je ne vous rejoins pas totalement sur le sujet de l'élargissement, car quand je vois aujourd'hui la Pologne, je me rends compte que cet élargissement à grande vitesse, ce "big bang" a échoué dans les valeurs. Il y avait cette idée à l'Est que nous leur "devions" quelque chose, idée qui persiste aujourd'hui. C'est cette idée qu'ils peuvent se rétribuer de ce qui s'est passé pendant la Seconde guerre mondiale via un budget européen alimenté par l'Allemagne. Et pendant la crise des réfugiés, les Hongrois et les Polonais ont refusé d'accueillir les musulmans pour des motifs "civilisationnels". Sur Merkel et la Turquie, n'oublions pas que les Allemands se sont retrouvés totalement seuls. Il n'y a plus de couple franco-allemand et il n'y a pas eu de solidarité européenne, et il y avait

une catastrophe humanitaire en Grèce. Nous avons tenté de résoudre le problème comme nous le pouvions.

Anne-Marie Idrac, ancienne ministre: Le Brexit serait, vu de l'extérieur, un échec de l'Europe. Pour autant comme le Brexit paraît votre seul "sursaut", pourriez-vous nous en dire plus? Je souhaiterais également remarquer qu'il serait bon que les militants européens assument beaucoup plus le projet européen, assument les progrès accomplis mais aussi assument les choses qu'il reste à faire.

J. Quatremer: Evidemment d'un pur point de vue de logique européenne il faudrait que les Britanniques votent à une majorité écrasante le maintien dans l'UE. Mais en vérité, nous savons qu'ils vont voter à 50,5% ou 51%, ce qui ne règlera rien et l'on pourra s'attendre à de nouveaux référendums. La question continuera à nourrir le débat mais aussi à contaminer le reste de l'Europe. Ils ont atteint un degré de nuisance très important, on a cédé aux Britanniques le coeur du projet européen. Beaucoup d'Etats européens deviennent intéressés par les exemptions dont bénéficient les Britanniques aujourd'hui. Autant donc qu'ils sortent et que cela crée un choc.

Elisabeth Guigou, ancienne ministre, présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et présidente fondatrice d'Europartenaires conclue les débats:

Sur Schengen, les contreparties indispensables à la suppression des contrôles aux frontières ont été réalisées partiellement. En matière judiciaire, beaucoup de choses ont été faites: la reconnaissance mutuelle des décisions des autres tribunaux, la création du mandat d'arrêt européen qui a pris des années de négociation etc. Le problème est qu'aucun des ministres de l'Intérieur n'a fait quelque chose.

Sur l'élargissement, les négociations qui ont été conduites ont éclipsé le sujet des valeurs. C'est l'acquis communautaire qui était en jeu, à aucun moment la Commission ou le Conseil européen n'ont posé la question "A quelle Union de valeurs adhérez-vous?". Aujourd'hui, nous voyons le résultat. La lutte contre la corruption est d'ailleurs encore un fléau en Europe orientale. Le sujet n'a pas non plus été abordé dans les négociations d'adhésion. Il y'a donc un tropisme presque exclusivement commercial qu'on finit par payer. Il s'est produit la même chose sur l'Ukraine: on a laissé faire les négociations sans se poser la question des répercussions sur la Russie.

Je ne partage pas votre sentiment que l'Europe à 28 est morte, elle n'est pas "plus morte" que l'Europe réduite à l'Eurozone, si l'on prend la peine de réfléchir au projet fédérateur à 28. Je crois personnellement beaucoup à Erasmus, qui pourrait être généralisé. Je ne pense pas qu'il faille tirer une croix sur une Europe différenciée à 28. Créer un sursaut n'est pas simple mais si l'on veut revenir à l'historique accomplissement de l'Union européenne au XXe siècle, il faut se rappeler que l'UE a répondu aux peurs et aux aspirations des peuples. Aujourd'hui, qui réfléchit aux menaces ressenties par les peuples? Le chômage, l'avenir des jeunes et la sécurité? Si la France et l'Allemagne redécouvrent la solidarité et le partage de souveraineté, nous pourrions jouer sur ce qui fait la force de ces deux pays. N'oublions pas que la France contribue grandement à la sécurité européenne. A votre lucidité sur le diagnostic, je vois un angélisme sur la proposition fédérale que vous faites. Le fédéral est très compliqué à accomplir.

Merci beaucoup d'être là, le seul fait que nous continuions à débattre est un message très positif.